

## Indonésie

# Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

Activité	Mise en place d'un cadre institutionnel commun en vue de la formulation d'une stratégie de développement à faibles émissions de carbone (LEDS) et de la coordination des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN)
Pays	Indonésie
Secteur(s) concerné(s)	Tous
Période	2012-2020

**Résumé**

Dans le cadre de son engagement de 2009 visant à réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre (GES) (de 26 % d'ici 2020) et du plan d'action sur les changements climatiques publié en 2011, l'Indonésie a nettement renforcé son cadre institutionnel et sa capacité à atténuer efficacement les changements climatiques. L'Équipe nationale de coordination sur les changements climatiques (CCNCT), organisme placé sous l'égide du ministère d'État pour la Planification nationale du développement (BAPPENAS), est un élément clé de cette structure institutionnelle.

La CCNCT est à la fois chargée d'élaborer et de détailler les plans d'action nationaux et provinciaux visant à réduire les émissions de GES (en d'autres termes la LEDS indonésienne), et de soutenir la formulation et la coordination des MAAN. Cette double fonction, mise en œuvre par un ministère national en charge de la planification, met en évidence des synergies et des avantages non négligeables, notamment l'intégration de la LEDS dans les processus de planification nationale du développement et la reconnaissance des MAAN en tant que mécanisme clé permettant au pays de concrétiser ses engagements en matière d'atténuation des changements climatiques et de mettre en œuvre sa LEDS.

La CCNCT renforce également la coordination entre les ministères compétents et en leur sein en ce qui concerne la formulation des MAAN, garantissant ainsi le respect des priorités et des critères nationaux. Elle permet globalement une communication plus cohérente sur la formulation des MAAN indonésiennes.



Installation micro-hydraulique au Java occidental, Indonésie

© Nicholas Harrison

## Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

### Contexte

En 2009, le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de son pays de 26 % d'ici 2020 par rapport aux niveaux prévus en l'absence de mesures spécifiques, ajoutant qu'un soutien international permettrait d'obtenir une diminution supplémentaire de 15 %. Ces engagements ont été présentés en tant que mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) pour l'Indonésie au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en janvier 2010.

En 2011, cette ambition s'est concrétisée par un plan d'action national sur les changements climatiques (Rencana Aksi Nasional Penurunan Emisi Gas Rumah Kaca, ci-après RAN-GRK) et par des plans d'action locaux dans les provinces (RAD-GRK). Ces documents sont considérés comme le point de départ pour la formulation et la mise en œuvre des MAAN (BAPPENAS, 2013).

Ces efforts de planification des actions ont abouti à des listes de mesures potentielles, souvent décrites de manière très générale, associées à des calculs initiaux sur la réduction des émissions de GES. Ces actions seront converties en MAAN par les ministères et autorités provinciales compétents, qui envisageront d'en présenter certaines dans le cadre de demandes de soutien international.

Ce processus soulève un certain nombre de difficultés, que ce soit pour coordonner les nombreux efforts qui ont commencé à émerger en vue d'affiner ces MAAN ou pour concilier les plans d'atténuation infranationaux avec les objectifs nationaux. Pour y répondre, l'Équipe nationale de coordination sur les changements climatiques (CCNCT), créée en vertu du décret n° 38/M.PPN/HK/03/2012, sera chargée d'élaborer et de mettre en œuvre les plans d'action nationaux et provinciaux, d'assurer la coordination des MAAN nationales et subventionnées, d'établir des liens avec les systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV), et de gérer les interactions avec les organismes financiers au sein du pays, en particulier le Indonesian Climate Change Trust Fund (ICCTF). Les systèmes MRV relatifs aux émissions sont coordonnés par le ministère de l'Environnement. Le décret ministériel n° 15/2013 détaille d'ailleurs les modalités de supervision au sein du ministère, notamment le système de suivi, d'évaluation et de communication (MER), qui comprend le suivi des mesures nationales de développement liées au climat. La CCNCT est un organisme placé sous l'égide du BAPPENAS, qui est depuis longtemps en charge des questions liées à la planification nationale du développement.

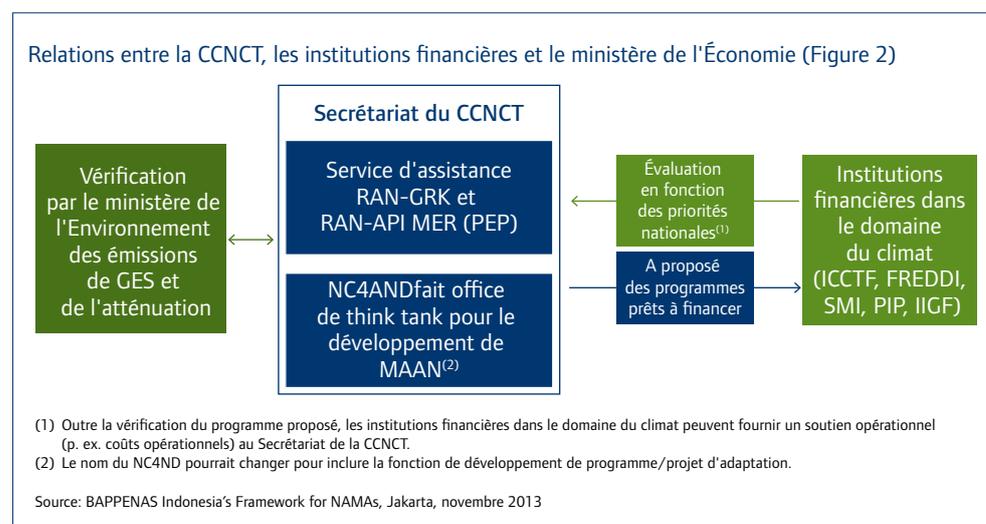
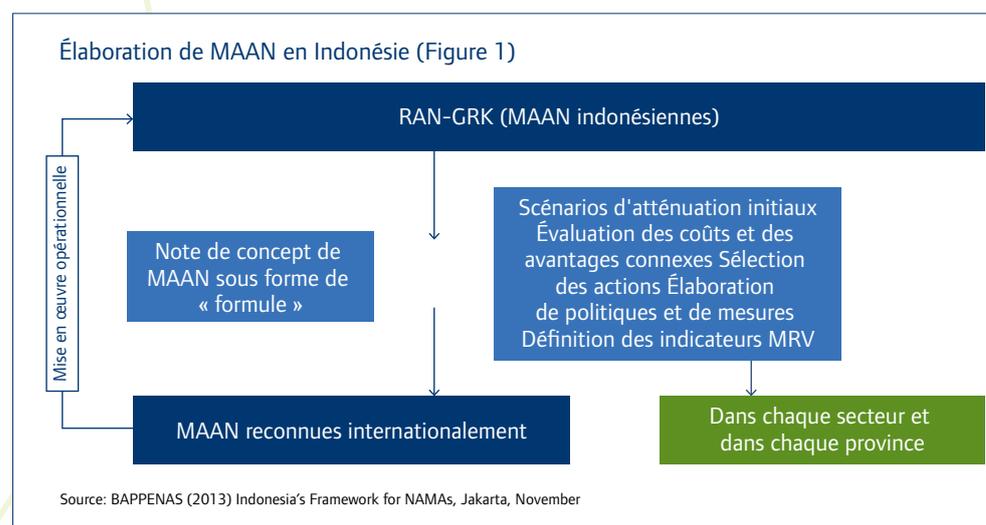
### Activités

- » **Mise en place d'un plan d'action** : adopté en 2011, le plan d'action national pour la réduction des émissions de GES (RAN-GRK) fournit le cadre politique pour le respect des engagements pris par l'Indonésie dans le domaine des changements climatiques. Ce plan d'action définit les rôles et responsabilités des différents ministères, ainsi que le lien entre les niveaux national et provincial de mise en œuvre. Il existe également des plans d'action provinciaux appelés RAD-GRK. Le RAN-GRK répertorie une cinquantaine de mesures générales d'atténuation et répercute également les objectifs nationaux sur des secteurs spécifiques. En ce sens, du fait qu'il fournit le cadre général d'atténuation, le RAN-GRK est parfois qualifié de « MAAN indonésiennes ».
- » **Hiérarchisation des MAAN** : dans le même temps, les listes de mesures d'atténuation proposées par les ministères et les autorités provinciales (RAN/RAD-GRK) s'entendent comme des MAAN spécifiques potentielles, pouvant contribuer à la réalisation des objectifs généraux. Ces mesures seront hiérarchisées et présentées en tant que MAAN au Secrétariat de la CCNUCC. Certaines mesures bénéficient de financements provenant du budget des collectivités locales/du budget national de l'État. Elles seront ensuite soumises en tant que MAAN en attente de reconnaissance et se classeront parmi les MAAN unilatérales relevant de l'objectif volontaire de 26 %. D'autres seront soumises en tant que MAAN subventionnées (relevant de l'objectif volontaire de 15 % supplémentaires soumis au soutien international) (Figure 1).

## Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

- » **Mise en place d'une équipe nationale de coordination** : en 2012, le BAPPENAS a promulgué le décret n° 38/M.PPN/HK/03/2012 instaurant l'Équipe nationale de coordination sur les changements climatiques (CCNCT). Le mandat de la CCNCT concerne à la fois la LEDS et les MAAN. Il consiste à : (1) optimiser la mise en œuvre du RAN-GRK ; et (2) coordonner les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. La CCNCT est gérée par un secrétariat (précédemment connu sous le nom de « secrétariat du RAN-GRK »), sous l'égide du BAPPENAS. Ce secrétariat comprend deux unités : un service d'assistance et un groupe de réflexion sur la formulation des MAAN appelé NC4ND (National Center for NAMA Development) (Figure 2). Ce document établit ensuite une distinction entre la « CCNCT » en tant que comité national et le « secrétariat de la CCNCT », qui gère les activités associées au niveau opérationnel.



## Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

- » **Mise en place d'un service national de coordination et d'assistance** : le service d'assistance soutient l'élaboration et l'examen des plans d'atténuation national et infranationaux (RAN/RAD-GRK). Il fournit également un soutien technique au système MER<sup>1</sup>. Les rapports MER sur la réduction des émissions de GES sont soumis à une vérification qui est coordonnée par le ministère de l'Environnement. Chaque ministère compétent dispose de représentants au sein de la CCNCT, qui bénéficient, à l'instar des représentants des collectivités locales participant au comité local, d'un soutien technique proposé par le service d'assistance, pour les aider à élaborer et à examiner les plans d'atténuation (RAN/RAD-GRK).
- » **Mise en place d'un groupe national de coordination et de réflexion (NC4ND)** : le NC4ND a deux missions : fournir un soutien technique aux parties concernées, notamment une assistance technique en vue de la formulation de propositions de MAAN ; et prendre des initiatives conjointes avec les acteurs du secteur afin de permettre la formulation de MAAN spécifiques, en étroite consultation avec les ministères concernés. Au-delà de la formulation de propositions, le groupe de réflexion promeut activement les MAAN auprès des parties prenantes externes, notamment les organisations de la société civile, le secteur privé et le grand public. Il organise essentiellement des discussions de groupe et d'autres types de réunions d'information et de consultation, souvent utilisées au cours de la formulation et de la validation des MAAN. Plus précisément, plusieurs activités ont été menées afin d'intégrer le NC4ND au secrétariat de la CCNCT et de lui permettre de jouer un rôle actif dans la coordination des MAAN, notamment :
  - » Mise en place d'un forum et de discussions sur le cadre des MAAN (résultat : cadre indonésien sur les MAAN décrivant les rôles et responsabilités en matière de formulation et de coordination des MAAN, novembre 2013).
  - » Discussions sur le développement organisationnel du secrétariat de la CCNCT (résultat : évaluation du secrétariat de la CCNCT, prévue en 2014) ; réunions de coordination des MAAN (p. ex. Bali, mars 2013) permettant aux ministères compétents et aux prestataires d'assistance technique de se rencontrer afin de discuter des actions de formulation des MAAN en cours, de renforcer les relations et d'améliorer l'apprentissage entre les différents secteurs et acteurs.
- » **Coordination de la soumission et de la validation des MAAN** : la CCNCT joue également un rôle essentiel en gérant la soumission et la validation des MAAN lorsqu'elles quittent les ministères compétents pour être enregistrées au niveau national (voire ultérieurement au niveau international). Selon la procédure de soumission mise en place, les MAAN doivent être soumises au BAPPENAS pour validation. Lorsque les propositions de MAAN ont été soumises au BAPPENAS, elles sont examinées et validées à l'occasion d'une réunion multipartite (encadrée par un « comité d'orientation de la CCNCT ») regroupant le BAPPENAS, les ministères compétents, le ministère de l'Environnement et le National Council for Climate Change (DNPI), avec le soutien du secrétariat de la CCNCT (Figure 3).

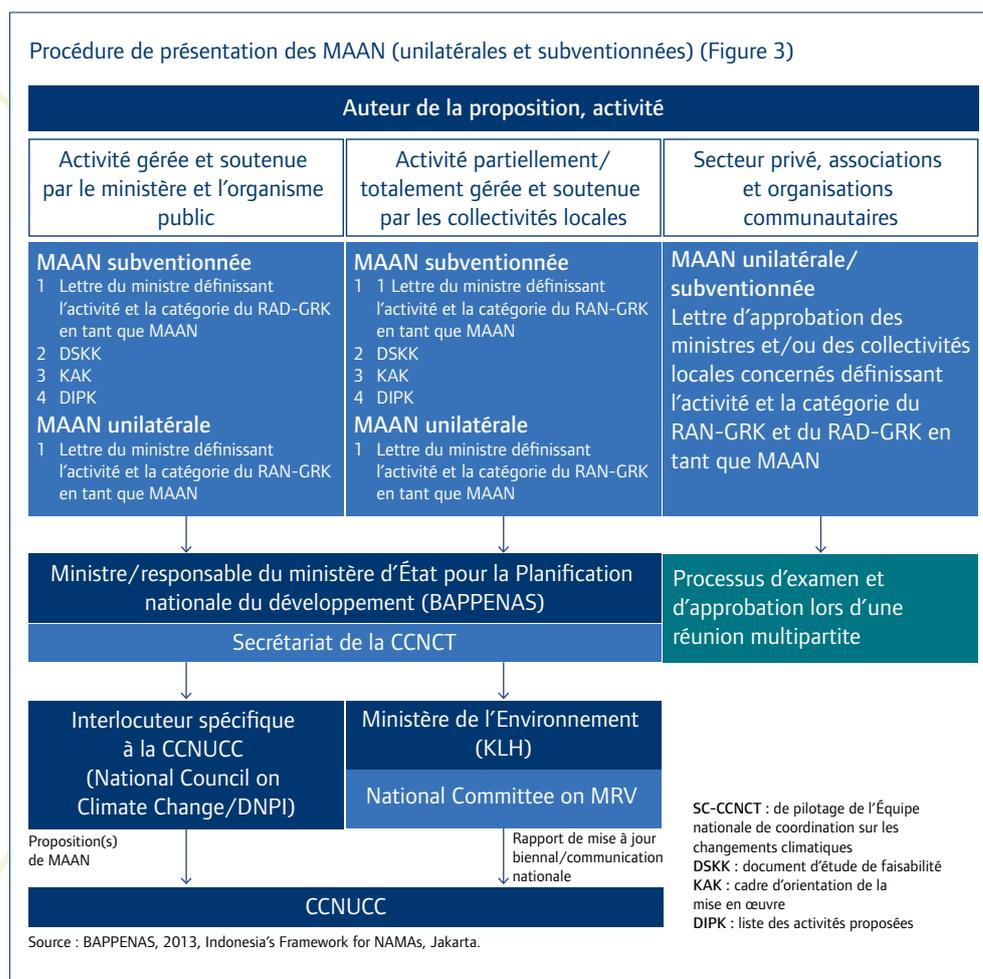
### Institutions impliquées

CCNCT ; secrétariat de la CCNCT (placé sous l'égide du BAPPENAS) ; ministère d'État pour la Planification nationale du développement (BAPPENAS) ; National Council for Climate Change (DNPI), un conseil interministériel présidé par le chef de l'État et assumant une responsabilité de haut niveau sur les questions liées aux changements climatiques à échelle nationale ou internationale ; ministère de l'Environnement ; Indonesian Climate Change Trust Fund (source de financement pour les subventions) ; représentants des ministères compétents participant à la CCNCT ; unité présidentielle de suivi et de contrôle (UKP4).

<sup>1</sup> Terme désignant le système de mesure, de notification et de vérification mis en place pour les RAN/RAD-GRK, qui sera adapté si nécessaire à certaines MAAN.

Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN



### Partenaires

GIZ PAKLIM : assistance technique concernant les RAN/RAD-GRK, les systèmes MER et MRV, et le cadre indonésien sur les MAAN ; JICA : assistance technique concernant les rapports biennaux actualisés, le registre indonésien des MAAN et le cadre indonésien sur les MAAN ; ECN : assistance technique en vue de la formulation des MAAN (secteur de l'énergie, énergies renouvelables) ; programmes GIZ L-CORE, V-NAMAS, SUTRI, Proklima et Cement : assistance technique en vue de la formulation de MAAN sectorielles ; Programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions (LECB) du PNUD.

### Financement

Le secrétariat du RAN-GRK (qui, en un sens, est le prédécesseur du secrétariat de la CCNCT) a bénéficié du soutien financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), d'USAID et d'AusAID. Ce soutien financier a concerné différents aspects, notamment les frais généraux de fonctionnement, de formation et de facilitation. Une assistance technique sectorielle plus ou moins importante a également été fournie par chacun des partenaires. Le programme GIZ PAKLIM est à l'origine de la plupart des activités qui seront reprises par le NC4ND lorsqu'il deviendra plus formellement actif.

## Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

### Impact des activités

- » **Renforcement des capacités d'atténuation** : la mise en place de la CCNCT, du secrétariat de la CCNCT (successeur du secrétariat du RAN-GRK) et des RAN/RAD-GRK a eu différents impacts sur les capacités. Citons notamment la prise de conscience des pouvoirs publics (à différents niveaux) quant à la nécessité d'élaborer des mesures d'atténuation afin de permettre à l'Indonésie de respecter ses engagements dans le domaine des changements climatiques ; et l'utilisation généralisée de la terminologie relative aux MAAN (et de concepts associés tels que les systèmes MER/MRV) au sein des ministères compétents pour décrire ces mesures. Les impacts plus spécifiques liés aux activités du secrétariat de la CCNCT sont notamment les suivants :
  - » **Intégration des efforts d'analyse et évaluation des efforts d'atténuation** : par exemple, formation des intervenants provinciaux et mise à disposition de modèles en vue de l'élaboration de mesures d'atténuation dans le cadre des RAD-GRK, et vérification des MAAN soumises par les ministères compétents.
  - » **Renforcement des liens concernant les normes internationales MRV** avec le système MER national et le ministère de l'Environnement.
  - » **Coordination avec les institutions financières indonésiennes** sur leur contribution potentielle au financement des MAAN.
  - » **Mise en place d'un point de contact central sur les MAAN** et d'un interlocuteur clairement identifié entre le BAPPENAS et le DNPI spécifique à la CCNUCC (afin d'établir un lien entre les négociations internationales et les évolutions nationales).
  - » **Renforcement de l'engagement** afin de permettre une collaboration plus large en favorisant la participation aux processus de consultation et d'information (p. ex. partenariats public-privé, engagement du secteur privé, réseaux universitaires, ONG).
  - » **Promotion de l'analyse des MAAN dans des domaines plus larges**, p. ex. sociaux, environnementaux ou économiques, en établissant des critères nationaux pour les MAAN.
  - » **Centralisation du contrôle de la formulation des MAAN** afin d'harmoniser ce processus ascendant avec l'évaluation descendante présentée dans le RAN-GRK.
  - » **Affectation d'un budget national** : il est à ce jour difficile d'établir un lien direct entre les résultats en matière d'atténuation et la mise en œuvre du RAN-GRK. Un budget national spécifique a toutefois été affecté au financement des activités du RAN-GRK ces dernières années. Des calculs indicatifs montrent que ces activités contribuent déjà aux objectifs d'atténuation de l'Indonésie, mais que des efforts supplémentaires devront être déployés pour permettre au pays d'atteindre ses objectifs d'ici 2020 (ministère des Finances, 2012).

### Bonnes pratiques identifiées

- » Actif depuis deux ans, le secrétariat de la CCNCT a joué un rôle essentiel dans la coordination des plans d'action provinciaux et des efforts nationaux de formulation des MAAN. Il présente un **intérêt immédiat** et produit des **résultats positifs**. Par exemple, toutes les provinces ont établi des plans d'action provinciaux d'un format et d'une qualité largement comparables. Tous les ministères compétents ont été incités à élaborer des MAAN préliminaires et ont bénéficié d'un soutien en la matière.
- » Le travail de la CCNCT contribue intégralement à la mise en œuvre réussie du RAN-GRK et au respect des engagements de l'Indonésie dans le domaine des changements climatiques à l'horizon 2020, ouvrant ainsi la perspective d'un **impact à long terme**.
- » L'approche générale basée sur un organisme public central chargé à la fois de coordonner la formulation des MAAN et les efforts nationaux concernant la LEDS est parfaitement **transférable** et pourrait être reproduite dans d'autres pays et contextes.

Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

- » En tant que ministère influent (jouant traditionnellement un rôle fondamental dans le développement des infrastructures et l'élaboration des politiques), le BAPPENAS a contribué à la réussite de cette approche en faisant preuve d'initiative. Son implication augmente nettement la probabilité de mise en œuvre des actions prévues. Les rôles et responsabilités, le processus suivi pour l'élaboration d'un plan d'action et les engagements définis par décret présidentiel et ministériel, donnent du poids à ces processus. La coordination entre les principaux ministères concernés a également été efficace, grâce à la représentation des différents ministères compétents au sein de la CCNCT et à la tenue régulière d'ateliers et de consultations regroupant plusieurs ministères.
- » **Recours à un soutien professionnel et technique** : la collaboration réussie entre le BAPPENAS et le programme GIZ PAKLIM a largement contribué au succès des efforts de planification des RAN/RAD-GRK.
- » **Adéquation des MAAN et de la LEDS** : le recours à un organisme et à un cadre politique communs pour la formulation de la LEDS et des MAAN a permis d'établir un lien cohérent entre ces deux concepts. Citons également le cadre MRV, qui s'appuie sur le cadre MER existant du RAN-GRK, qui à son tour accroît les synergies avec les efforts nationaux et facilite la mise en œuvre du système MRV.

### Facteurs de réussite

- » **Décret présidentiel (processus descendant)** : définissant les engagements généraux de l'Indonésie et le processus d'adoption d'un plan d'action, il a joué un rôle essentiel dans la mobilisation de soutien à ces processus politiques.
- » **Soutien technique (processus ascendant)** : la plupart des efforts de mise en œuvre des RAN/RAD-GRK ont initialement progressé au niveau opérationnel, où le processus de formulation des MAAN et de la LEDS était mieux connu. Le travail et les études préparatoires nécessaires étaient alors prêts pour le moment où les parties prenantes de niveau supérieur adhèreraient à ces idées.
- » **Rôle central d'un ministère axé sur la formulation/la mise en œuvre** : dans le cas présent, l'implication du BAPPENAS (et non pas du ministère de l'Environnement, comme dans de nombreux autres pays) a permis d'intégrer plus facilement les processus nationaux et provinciaux de formulation de la LEDS dans les efforts classiques de planification du développement. Elle a également incité les ministères compétents et les provinces à élaborer des actions à mettre en œuvre plutôt que de simples analyses des options ou mesures des GES, par exemple. En outre, le BAPPENAS assure traditionnellement la liaison avec les efforts d'assistance internationaux. Il est donc connu des partenaires du développement, a l'expérience de ces types de projets associant l'élaboration de politiques à un certain degré d'assistance technique et peut éventuellement établir un lien entre les MAAN et des sources de financement.
- » **Des efforts considérables ont été déployés pour faire connaître les plans d'action et la notion de « MAAN »** : nombreux ateliers, documents d'information et réunions bilatérales avec le secrétariat de la CCNCT, notamment.
- » **Soutien flexible** : le programme PAKLIM offre un excellent modèle pour ce type d'assistance technique, associant collaboration constante, vision commune et approche groupée. Plus précisément, la conception du programme et le recrutement du personnel ont été ouverts et non prescriptifs afin de permettre la prise en compte de nouveaux besoins et de nouvelles orientations au fil des activités. Le programme était également prêt à élargir son réseau de coopération et de soutien au-delà de GIZ et de son programme PAKLIM. Un mandat de coopération rigide avec un donateur n'aurait pas laissé autant de place à l'apprentissage et à la flexibilité.

## Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

Principaux obstacles/difficultés	Quels ont été les principaux obstacles/difficultés rencontrés pour obtenir ces résultats ? Comment ont-ils été surmontés ?
En matière de capacités	<p>Les capacités opérationnelles (et certaines capacités techniques) sont limitées au sein du secrétariat de la CCNCT.</p> <p>Les capacités ne sont pas encore étayées par des experts internes. Les experts sont souvent financés par des donateurs et certains sont recrutés à court terme/ponctuellement.</p>
En matière de financement	<p>Le soutien financier public apporté au secrétariat de la CCNCT et aux processus de planification des actions manque de cohérence.</p> <p>Le soutien financier provient de donateurs et de différents ministères (le secrétariat de la CCNCT n'est cependant pas encore une organisation autofinancée/à financement unique).</p>
En matière institutionnelle	<p>Les 33 provinces présentent une grande diversité géographique, de capacités et de contexte en termes de planification des mesures d'atténuation.</p> <p>Formation poussée, information, orientation et soutien technique sur l'élaboration du plan d'action provincial ; approche itérative de la planification, étant entendu que les efforts initiaux devront être révisés ; coopération avec de nombreux partenaires de développement, à condition qu'ils soient présents dans différentes provinces, en vue de la préparation des RAD-GRK.</p> <p>Les responsabilités des institutions climatiques et environnementales se chevauchent en Indonésie (Jupesta et al., 2012).</p> <p>Il faut essayer de mieux délimiter les rôles et responsabilités par le biais de nouveaux décrets ministériels et autres publications.</p> <p>La répartition des responsabilités de la CCNCT est régie par le décret ministériel du BAPPENAS n° 38/M.PPN/HK/03/2012, dont le cadre juridique est très général (absence de sanction pour défaut de conformité). Intégration de procédures MER claires (système MRV national) dans le processus de planification des mesures afin de garantir la conformité ; volonté constante de relier le soutien budgétaire en faveur des mesures d'atténuation aux résultats.</p>
Enseignements tirés	<ul style="list-style-type: none"> <li>» La nécessité de développer les capacités de coordination au rythme de la demande : la CCNCT est à l'origine de cette coordination interministérielle des changements climatiques au niveau opérationnel. Cependant, la complexité des processus administratifs, les demandes techniques et l'intérêt des parties prenantes faisant partie du cadre augmentent, ce qui implique de développer les capacités du secrétariat de la CCNCT. Sans cette croissance constante, le service d'assistance de la CCNCT risque d'être dépassé par les activités de coordination. À l'heure qu'il est, certaines évaluations techniques ont été déléguées aux donateurs par le biais de recrutements temporaires. L'attribution d'un soutien clair au secrétariat de la CCNCT permettrait de développer et de maintenir les capacités appropriées, et de garantir la pérennité des opérations.</li> <li>» La difficulté et la nécessité d'une planification et d'une stratégie claires à long terme : à l'heure actuelle, il n'existe pas encore de plan de mise en œuvre détaillé des nombreuses mesures. La stratégie doit donc être basée sur le court terme. Cette difficulté était prévue et sera résolue lorsque les ministères compétents formuleront des MAAN détaillées au niveau national et que les provinces préciseront la mise en œuvre de leurs propres plans d'action.</li> <li>» La nécessité d'améliorer l'analyse sous-jacente des coûts et des impacts : les mesures en cours ont été évaluées de manière générale. Une meilleure compréhension des coûts et des impacts (en cours de développement) permettra cependant de mieux hiérarchiser les efforts, de prendre des décisions plus éclairées quant aux mesures unilatérales à mener et de développer des arguments plus convaincants en faveur de l'appui.</li> </ul>

Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

### Comment reproduire ces pratiques

- » **Assurer un mandat de haut niveau** : un décret ministériel ou équivalent est un outil juridique efficace pour lancer un cadre de coordination. Afin de contrôler les défauts de conformité et de garantir la cohérence et la pérennité des activités de coordination au fil du temps, il est cependant préférable de mettre en place un cadre juridique solide concernant les aspects organisationnels parallèlement à l'élaboration des objectifs et du plan de travail, dès le début des opérations.
- » **Créer un organisme central chargé de la coordination** : la création d'un organisme chargé à la fois de coordonner les MAAN et d'élaborer une LEDS peut être envisagée dans de nombreux pays qui considèrent les MAAN comme un élément clé pour concrétiser leurs engagements et ambitions dans le domaine des changements climatiques.
- » **Travailler avec les ministères en charge du développement et/ou de la planification** : le rôle moteur du BAPPENAS permet de mieux intégrer la LEDS dans les processus traditionnels de planification du développement et offre même de meilleures perspectives de mise en œuvre des actions que si ce rôle avait été assumé par une autre organisation.
- » **Institutionnaliser le cadre des MAAN** : étant donné la nature de la politique de décentralisation en Indonésie, il est possible de reproduire l'institutionnalisation du cadre des MAAN au niveau provincial ou local afin d'améliorer la coordination des activités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des MAAN.

### Contacts/renseignements

- » Syamsidar Thamrin, vice-directrice en charge du climat et de la météorologie, BAPPENAS, sthamrin@bappenas.go.id
- » Autres ressources clés

- » Indonesia's Framework for NAMAS, BAPPENAS, 2013 (en anglais uniquement)
- » Climate Change Governance in Indonesia, UNU-IAS, 2012 (en anglais uniquement)
- » Background Report: Pengembangan Kelembagaan MRV Indonesia, ministère de l'Environnement, 2014 (en indonésien uniquement)
- » Organisation Assessment and Development Study of the Secretariat RAN-GRK, BAPPENAS (à paraître en 2014)

### Site(s) Internet

- » [www.paklim.org/id](http://www.paklim.org/id)
- » [www.sekretariat-rangrk.org](http://www.sekretariat-rangrk.org)
- » [www.bappenas.go.id](http://www.bappenas.go.id)
- » [www.dnpi.go.id](http://www.dnpi.go.id)

### Auteur(s)

Lachlan Cameron (ECN) et Altami Arasty (Mitigation Momentum)

Édition : Nicholas Harrison (Ecofys)

Équipe éditoriale : Xander van Tilburg et Lachlan Cameron (ECN) ; Frauke Röser, Thomas Day, Daniel Lafond, Niklas Höhne et Katja Eisbrenner (Ecofys)

Coordination : Ecofys ([www.ecofys.com](http://www.ecofys.com)) et The Energy Research Centre of the Netherlands (ECN)

### Contributeur(s)

- » Syamsidar Thamrin, vice-directrice en charge du climat et de la météorologie, BAPPENAS
- » Bart van Halteren, directeur de branche chez MDF, expert organisationnel et institutionnel auprès du secrétariat de la CCNCT
- » Philipp Munzinger, conseiller GIZ PAKLIM, Indonésie
- » Farhan Helmy, responsable du groupe de travail sur l'atténuation

Indonésie

## Coordonner les institutions en vue de la formulation d'une LEDS et de MAAN

### Références

- » BAPPENAS, 2013, Indonesia's Framework for NAMAs, Jakarta, novembre (en anglais uniquement)
- » BAPPENAS, 2012, Décret ministériel n° 38/M.PPN/HK/03/2012, Équipe nationale de coordination sur les changements climatiques/Tim Koordinasi Perubahan Iklim
- » Jupesta et al., 2012, Strengthening Institutional Framework for Sustainable Development: Climate Change Governance in Indonesia, disponible (en anglais uniquement) sur : [www.ieg.earthsystemgovernance.org](http://www.ieg.earthsystemgovernance.org)
- » Ministère de l'Environnement, 2014, Background Report: Pengembangan Kelembagaan MRV Indonesia, disponible (en indonésien uniquement) sur : [www.paklim.org/id](http://www.paklim.org/id), 13 mars 2014
- » Ministère des Finances, 2012, Indonesia's First Mitigation Fiscal Framework: In Support of the National Action Plan to Reduce Greenhouse Gas Emissions, Jakarta, décembre (en anglais uniquement)



Empowered lives.  
Resilient nations.



Australian Government

**giz**

On behalf of:



Federal Ministry  
for the Environment, Nature Conservation,  
Building and Nuclear Safety

of the Federal Republic of Germany